



**ASSEMBLEE GENERALE  
DU VENDREDI 21 Juin 2024 – 9 H 30**

**PROCES-VERBAL**

Le conseil syndical, convoqué le 12 juin 2024, s'est réuni, en séance ordinaire le Vendredi 21 Juin 2024 au siège du Syndicat sous la présidence de Monsieur Florion GUILLAUD.

**MEMBRES PRESENTS :**

M. BARBE - M. CHIAROTTO - M. BIGOT - M. GASTEUIL - M. GRIMA - M. MAIRE - M. DUBOSCQ - M. GARANTO - M. DUFOURGT - M. GUIJARRO - M. QUEYROI - M. DUVERGER - M. DUBOUREAU - M. de COURNUAUD - M. EYRAUD - M<sup>me</sup> MAUBERT-SBILE - M. MALARET *représentant la communauté de communes du Fronsadais*

M. PRAT - M. MICHEL - M. MEYER - M. BERARD - M. MIGNER - M. TABUSTEAU - M. POTIER - M. MARTOS - M<sup>me</sup> BOURSEAU - M. LOURTEAU *représentant la communauté de communes du Grand Cubzaguais*

M<sup>me</sup> PORTE (CEZAC) - M. DESPERIEZ (CUBNEZAIS) - M<sup>me</sup> BATARD (CUBNEZAIS) - M. TRIBOY (MARCENAI) - M. GAUDRY (MARCENAI) - M<sup>me</sup> LEVRANGI (MARSAS) *représentant la commune et la communauté de communes Latitude Nord Gironde*

**MEMBRES ABSENTS EXCUSES :**

Ayant donné procuration :

M. RODRIGUEZ - M<sup>me</sup> DEVAL *représentant la communauté de communes du FRONSADAIS*

M. SUBERVILLE - M<sup>me</sup> DELAGARDE *représentant la communauté de communes du GRAND CUBZAGUAIS*

M<sup>me</sup> LAVANDIER (CEZAC) - M<sup>me</sup> MISIAK (MARSAS) *représentant la commune et la communauté de communes LATITUDE NORD GIRONDE*

N'ayant pas donné procuration :

M. DESAGNAT - M. MERVEILLAUT - M. DURANT - M. FRADET - M. DEPRET - M. BARDEAU (Yohan) - M. VIELFAURE - M. CHOLLET-GABARD - M. DUCARRE - M<sup>me</sup> ROY - M. DAILL - M. MEYNADIER - M<sup>me</sup> FOURCADET - M. GARBUIO - M. BARDEAU (Dorian) - M. VALEIX - M. COUQUIAUD *représentant la communauté de communes du Fronsadais*

M. CHERIGNY - M. FERRE - M. FAVRE - M. MARTIAL - M<sup>me</sup> LOUBAT *représentant la communauté de communes du Grand Cubzaguais*

M. CHAULET (CAVIGNAC) - M. DIDIER (CAVIGNAC) *représentant la commune et la communauté de communes Latitude Nord Gironde*

M. MAUGEIN, président honoraire.

---

Le quorum est atteint, le président ouvre la séance à 9 h 30.

Monsieur Frédéric DUBOSCQ, délégué représentant la *communauté de communes du Fronsadais* est désigné comme secrétaire de séance.

Le compte-rendu du conseil syndical du 9 Février 2024 n'appelant aucune observation de la part des délégués est approuvé par l'assemblée.

## **ORDRE DU JOUR DE LA SEANCE :**

### **1. DOCUMENTS BUDGETAIRES ET FINANCIERS**

- Comptes administratifs et bilans de la politique foncière – Exercice 2023
- Comptes de gestion – Exercice 2023
- Charte partenariale avec la DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

### **2. FONCTIONNEMENT DE LA COLLECTIVITE**

- Modification du tableau des effectifs
- Fixation des taux de promotion applicables pour les avancements de grade
- Accompagnement personnalisé retraite – Convention avec le CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE LA GIRONDE

### **3. DELEGATION DES SERVICES PUBLICS DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT**

- Rapport annuel du délégataire – Année 2023
- Déploiement du dispositif de télérelève
- Mise en place de la tarification incitative
- Etat des travaux réalisés par la Commission Consultative des Services Publics Locaux – Année 2023

### **4. MARCHES PUBLICS**

- Mission de coordination pour la sécurité et la protection de la santé  
Lancement de la consultation
- Contrôles de compactage, inspections télévisuelles, essais d'étanchéité  
Lancement de la consultation
- Groupement d'achat pour l'acquisition de kits hydro économes  
Convention avec le SYNDICAT MIXTE D'ETUDE ET DE GESTION DE LA RESSOURCE EN EAU EN GIRONDE (SMEGREG)

### **5. SERVICE PUBLIC DE L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE**

- Forage de MARCENAI

### **6. SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF**

- Opération groupée de mise en conformité des branchements privés

### **7. ACTION DE COOPERATION INTERNATIONALE/COMMUNICATION**

- Opérations menées au TOGO - Audit
- Journée mondiale de l'eau 2024

## 1. DOCUMENTS BUDGETAIRES ET FINANCIERS

<b>COMPTE ADMINISTRATIF – EXERCICE 2023</b> <b>SERVICE PUBLIC</b> <b>DE L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE</b>	<b>Délibération n° 2024/22</b>	<b>Adoptée à l'unanimité</b> <b>Présents : 33</b> <b>Votants : 39</b> <b>Pour : 39</b>
---	--------------------------------	---

Le conseil syndical réuni sous la présidence de Monsieur Jean GRIMA, doyen d'âge, délibérant sur le Compte Administratif de l'exercice 2023 dressé par Monsieur Florion GUILLAUD, Président, après s'être fait présenter le budget primitif, le budget supplémentaire et les décisions modificatives de l'exercice considéré ;

1. Lui donne acte de la présentation faite du compte administratif, lequel peut se résumer ainsi :

### COMPTE ADMINISTRATIF PRINCIPAL

LIBELLE	FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENTS		ENSEMBLE	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Résultats reportés		25.474,39		1.070.850,64		1.096.325,03
Opérations de l'exercice	1.016.074,93	1.804.709,08	3.473.967,21	3.908.666,02	4.490.042,14	5.713.375,10
Totaux	1.016.074,93	1.830.183,47	3.473.967,21	4.979.516,66	4.490.042,14	6.809.700,13
Résultats de clôture		814.108,54		1.505.549,45		2.319.657,99
Restes à réaliser			802.550,00	162.446,00	802.550,00	162.446,00
Totaux cumulés	1.016.074,93	1.830.183,47	4.276.517,21	5.141.962,66	5.292.592,14	6.972.146,13
Résultats définitifs		814.108,54		865.445,45		1.679.553,99

### COMPTE ANNEXE

néant

2. Constate, aussi bien pour la comptabilité principale que pour chacune des comptabilités annexes, les identités de valeurs avec les indications du compte de gestion relative au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes ;
3. Reconnaît la sincérité des restes à réaliser ;
4. Arrête les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

### Questions/Echanges :

<b>SERVICE PUBLIC DE L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE BILAN DE LA POLITIQUE FONCIERE – EXERCICE 2023</b>	<b>Délibération n° 2024/23</b>	<b>Adoptée à l'unanimité Présents : 34 Votants : 40 Pour : 40</b>
---	--------------------------------	---

Vu la Loi n° 95-127 du 8 Février 1995 relative aux marchés publics et délégations de services publics et notamment l'Article 11 portant sur les opérations immobilières réalisées par les collectivités territoriales et certains de leurs établissements publics ;

Vu l'Article L 2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Considérant qu'il convient d'établir le tableau annuel des opérations immobilières effectuées pendant l'année 2023 ;

***Le conseil syndical, après en avoir délibéré :***

1. Prend acte de la politique immobilière menée par la collectivité.
2. Approuve le bilan annuel des acquisitions et des cessions établi ci-dessous :

**- ACQUISITIONS IMMOBILIERES**

DESIGNATION DU BIEN	LOCALISATION	REFERENCES CADASTRALES	ORIGINE DE PROPRIETE	IDENTITE DU CEDANT	MONTANT
<b>NEANT</b>					

**- CESSIONS IMMOBILIERES**

DESIGNATION DU BIEN	LOCALISATION	REFERENCES CADASTRALES	ORIGINE DE PROPRIETE	IDENTITE DU CEDANT	MONTANT
<b>NEANT</b>					

**Questions/Echanges :**

<b>COMPTE ADMINISTRATIF – EXERCICE 2023</b> <b>SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT</b>	<b>Délibération n° 2024/24</b>	<b>Adoptée à l'unanimité</b> <b>Présents : 33</b> <b>Votants : 39</b> <b>Pour : 39</b>
--	--------------------------------	---

Le conseil syndical réuni sous la présidence de Monsieur Jean GRIMA, doyen d'âge, délibérant sur le Compte Administratif de l'exercice 2023 dressé par Monsieur Florion GUILLAUD, Président, après s'être fait présenter le budget primitif, le budget supplémentaire et les décisions modificatives de l'exercice considéré ;

1. Lui donne acte de la présentation faite du compte administratif, lequel peut se résumer ainsi :

**COMPTE ADMINISTRATIF PRINCIPAL**

LIBELLE	FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENTS		ENSEMBLE	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Résultats reportés		296.944,70	1.338.547,49		1.041.602,79	
Opérations de l'exercice	1.982.873,65	3.876.199,78	3.473.729,92	5.007.621,57	5.456.603,57	8.883.821,35
Totaux	1.982.873,65	4.173.144,48	4.812.277,41	5.007.621,57	6.498.206,36	8.883.821,35
Résultats de clôture		2.190.270,83		195.344,16		2.385.614,99
Restes à réaliser			785.670,00	359.053,00	785.670,00	359.053,00
Totaux cumulés	1.982.873,65	4.173.144,48	5.597.947,41	5.366.674,57	7.283.876,36	9.242.874,35
Résultats définitifs		2.190.270,83	231.272,84			1.958.997,99

**COMPTE ANNEXE**

néant

2. Constate, aussi bien pour la comptabilité principale que pour chacune des comptabilités annexes, les identités de valeurs avec les indications du compte de gestion relative au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes ;
3. Reconnaît la sincérité des restes à réaliser ;
4. Arrête les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

Questions/Echanges :

<b>SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT</b> <b>BILAN DE LA POLITIQUE FONCIERE – EXERCICE 2023</b>	<b>Délibération n° 2024/25</b>	<b>Adoptée à l'unanimité</b> <b>Présents : 34</b> <b>Votants : 40</b> <b>Pour : 40</b>
--	--------------------------------	---

Vu la Loi n° 95-127 du 8 Février 1995 relative aux marchés publics et délégations de services publics et notamment l'Article 11 portant sur les opérations immobilières réalisées par les collectivités territoriales et certains de leurs établissements publics ;

Vu l'Article L 2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Considérant qu'il convient d'établir le tableau annuel des opérations immobilières effectuées pendant l'année 2023 ;

***Le conseil syndical, après en avoir délibéré :***

1. Prend acte de la politique immobilière menée par la collectivité.
2. Approuve le bilan annuel des acquisitions et des cessions établi ci-dessous :

- ACQUISITIONS IMMOBILIERES

DESIGNATION DU BIEN	LOCALISATION	REFERENCES CADASTRALES	ORIGINE DE PROPRIETE	IDENTITE DU CEDANT	MONTANT
Parcelle de terre	CUBZAC LES PONTS Chemin de Terrefort	Section AB 165	Acquisition	Commune de CUBZAC LES PONTS	1 €

- CESSIONS IMMOBILIERES

DESIGNATION DU BIEN	LOCALISATION	REFERENCES CADASTRALES	ORIGINE DE PROPRIETE	IDENTITE DU CEDANT	MONTANT
NEANT					

Questions/Echanges :

<b>APPROBATION DU COMPTE DE GESTION</b> <b>EXERCICE 2023</b> <b>SERVICE PUBLIC</b> <b>DE L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE</b>	<b>Délibération n° 2024/26</b>	<b>Adoptée à l'unanimité</b> <b>Présents : 34</b> <b>Votants : 40</b> <b>Pour : 40</b>
---	--------------------------------	---

Après s'être fait présenter les budgets primitifs et supplémentaires de l'exercice 2022 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux des mandats, le compte de gestion dressé par le receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que l'état de l'Actif, l'état du Passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer ;

Après avoir entendu et approuvé le Compte Administratif de l'exercice 2023 ;

Après s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2022 celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures ;

Considérant que toutes les recettes et les dépenses ont été correctement exécutées ;

1. Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1<sup>er</sup> Janvier 2023 au 31 Décembre 2023, y compris celles relatives à la journée complémentaire ;
2. Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2023 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes ;
3. Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives ;

***Le conseil syndical, après en avoir délibéré :***

✎ déclare que le Compte de Gestion dressé pour l'exercice 2023 par le receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

**Questions/Echanges :**

<b>APPROBATION DU COMPTE DE GESTION</b> <b>EXERCICE 2023</b> <b>SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT</b>	<b>Délibération n° 2024/27</b>	<b>Adoptée à l'unanimité</b> <b>Présents : 34</b> <b>Votants : 40</b> <b>Pour : 40</b>
--	--------------------------------	---

Après s'être fait présenter les budgets primitifs et supplémentaires de l'exercice 2022 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux des mandats, le compte de gestion dressé par le receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que l'état de l'Actif, l'état du Passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer ;

Après avoir entendu et approuvé le Compte Administratif de l'exercice 2023 ;

Après s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2022 celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures ;

Considérant que toutes les recettes et les dépenses ont été correctement exécutées ;

1. Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1<sup>er</sup> Janvier 2023 au 31 Décembre 2023, y compris celles relatives à la journée complémentaire ;
2. Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2023 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes ;
3. Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives ;

***Le conseil syndical, après en avoir délibéré :***

- ☞ déclare que le Compte de Gestion dressé pour l'exercice 2023 par le receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

**Questions/Echanges :**

Monsieur Tarik BENJELLOUN, Conseiller aux Décideurs Locaux, confirme la concordance des comptes administratifs et de gestion. Il précise que l'article 205 de la loi de finances pour 2024 entérine la généralisation du Compte Financier Unique au plus tard pour les comptes de 2026. Le CFU est un compte commun à l'ordonnateur et au comptable qui se substituera au compte administratif et au compte de gestion.

<b>CHARTRE PARTENARIALE AVEC LA DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES</b>	<b>Délibération n° 2024/28</b>	<b>Adoptée à l'unanimité Présents : 34 Votants : 40 Pour : 40</b>
---	--------------------------------	---

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le Décret n° 2022-505 du 23 mars 2022 fixant la liste des pièces justificatives des dépenses des collectivités territoriales, des établissements publics locaux et des établissements publics de santé ;

Vu le Décret n° 2023-144 du 1<sup>er</sup> mars 2023 relatif au seuil d'émission des ordres de recouvrer ;

Vu la charte nationale des bonnes pratiques de gestion des recettes des collectivités territoriales et de leurs établissements publics de mars 2011 ;

Vu l'autorisation permanente et générale de poursuites accordée au comptable public par le Président du SIAEPA DU CUBZADAIS-FRONSADAIS en date du 19 mars 2021 ;

Considérant que le bon fonctionnement de la relation ordonnateur-comptable est un enjeu essentiel dans l'optimisation de la chaîne de recouvrement des recettes des collectivités locales et qu'il importe de limiter les situations de non recouvrement, en faisant application de procédures simples et rapides, établies par les parties concernées, sur la base d'un partenariat.

Considérant que, dans cette optique, la direction générale des finances publiques (DGFIP), conjointement avec les associations nationales représentatives des ordonnateurs locaux, a recensé les bonnes pratiques et proposé des axes d'amélioration de la chaîne de recouvrement et que ces travaux ont donné lieu à la rédaction d'une charte nationale des bonnes pratiques de gestion des recettes des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;

Considérant que l'ordonnateur et le comptable sont, chacun en ce qui le concerne, les mieux à même d'appréhender et de définir les actions susceptibles d'être engagées pour améliorer la qualité et l'efficacité de la gestion du recouvrement des recettes locales ;

Considérant que la charte nationale recommande de recourir au conventionnement pour formaliser leurs engagements réciproques nécessaires à la simplification de leurs tâches respectives et à l'amélioration des taux de recouvrement ;

Considérant qu'à l'instar de l'autorisation permanente et générale de poursuites accordée au comptable, un tel conventionnement représente un caractère personnel (intuitu personae) et que, par conséquent, comme pour l'autorisation permanente et générale de poursuites, il doit être renouvelé en cas de changement d'ordonnateur.

Vu le projet de charte partenariale définissant une politique de recouvrement joint à la présente délibération.

***Le Conseil Syndical, après en avoir délibéré :***

1. Approuve la conclusion d'une convention avec le Service de Gestion Comptable (SGC) relative aux poursuites.
2. Autorise le Président à signer cette convention.
3. Autorise le Président à mener l'intégralité des procédures prescrites par ladite convention.
4. Précise que les dispositions de la présente délibération sont susceptibles d'évolution en fonction des évolutions législatives, réglementaires, fiscales, ou du régime des poursuites sur produits locaux, qui entreraient en vigueur postérieurement à la date de signature de la charte précitée.

**Questions/Echanges :**

Monsieur Tarik BENJELLOUN, CDL, précise qu'il existe des seuils minimaux permettant d'engager l'action de recouvrement. Deux exemples : le seuil de mise en recouvrement fixé à 15 € et la saisie à tiers détenteurs autre que bancaire (employeur, CAF, etc.) applicable pour un montant supérieur à 30 €.

PROSPECTIVE BUDGETAIRE			Rapport	
------------------------	--	--	---------	--

	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031
<b>dépenses</b>									
Annuités augmentées des nouveaux emprunts	657 050 €	810 420 €	936 889 €	1 105 650 €	1 169 537 €	1 396 481 €	1 547 940 €	1 708 142 €	1 751 403 €
Frais généraux augmentés de 3%/an	194 000 €	199 820 €	205 815 €	211 989 €	218 349 €	224 899 €	231 646 €	238 596 €	245 753 €
<b>Total des dépenses</b>	<b>854 050 €</b>	<b>1 010 240 €</b>	<b>1 142 704 €</b>	<b>1 317 639 €</b>	<b>1 387 885 €</b>	<b>1 621 380 €</b>	<b>1 779 586 €</b>	<b>1 946 738 €</b>	<b>1 997 157 €</b>
<b>recettes</b>									
Redevance augmentée de 4%/an 2025-2027 et 2%/an 2028-2030	1 551 000 €	1 613 040 €	1 677 562 €	1 744 664 €	1 814 451 €	1 850 740 €	1 887 754 €	1 925 510 €	1 964 020 €
Divers (location des sites pour la pose des antennes)	50 000 €	50 000 €	50 000 €	50 000 €	50 000 €	50 000 €	50 000 €	50 000 €	50 000 €
<b>Total des recettes</b>	<b>1 601 000 €</b>	<b>1 663 040 €</b>	<b>1 727 562 €</b>	<b>1 794 664 €</b>	<b>1 864 451 €</b>	<b>1 900 740 €</b>	<b>1 937 754 €</b>	<b>1 975 510 €</b>	<b>2 014 020 €</b>
<b>Capacité d'Auto Financement (CAF) nette</b>	<b>749 950 €</b>	<b>652 800 €</b>	<b>584 858 €</b>	<b>477 025 €</b>	<b>476 565 €</b>	<b>279 359 €</b>	<b>158 168 €</b>	<b>28 772 €</b>	<b>16 863 €</b>
Subvention possible	226 930 €			772 250 €					
Emprunt	2 480 000 €	2 495 000 €	2 745 142 €	2 835 725 €	3 308 435 €	2 220 641 €	2 341 832 €	671 228 €	
<b>Nouveaux investissements</b>	<b>3 456 880 €</b>	<b>3 147 800 €</b>	<b>3 330 000 €</b>	<b>4 085 000 €</b>	<b>3 785 000 €</b>	<b>2 500 000 €</b>	<b>2 500 000 €</b>	<b>700 000 €</b>	<b>23 504 680 €</b>

Une projection de l'évolution de la capacité d'auto-financement nette à l'horizon 2031 montre qu'en maintenant le niveau d'investissement actuel, sans modification du prix de l'eau, le SIAEPA n'aura plus aucune capacité financière d'auto-financement.

**Questions/Echanges :**

Il est précisé que des subventions sont attendues pour les travaux de renforcement des canalisations liés à la mise en service du forage de MARCENAIS.

Le Président ajoute qu'il n'existe plus de dispositif tel que le FNDAE qui avait, à l'époque, permis d'aider le SIAEPA à réaliser les investissements sur le réseau d'eau potable. Une rencontre est prévue avec l'AGENCE DE L'EAU ADOUR GARONNE pour solliciter une solidarité régionale ou nationale qui permette de tenir ce programme de travaux ambitieux et important.

Il convient d'être vigilant pour éviter une éventuelle explosion du prix de l'eau qui serait induite par la nécessité de renouvellement du réseau.

## 2. FONCTIONNEMENT DE LA COLLECTIVITE

<b>MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS CREATION D'UN POSTE D'ATTACHE PRINCIPAL A TEMPS COMPLET</b>	<b>Délibération n° 2024/29</b>	<b>Adoptée à l'unanimité Présents : 34 Votants : 40 Pour : 40</b>
--	--------------------------------	---

Vu la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et plus particulièrement les articles 34, 40 et 41 ;

Vu le Décret n° 87-1099 du 30 décembre 1987 (modifié) portant statut particulier du cadre d'emplois des attachés territoriaux ;

Vu le Décret n° 87-1100 du 30 décembre 1987 (modifié) portant échelonnement indiciaire applicable aux attachés territoriaux ;

Vu le tableau dressé par le CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE LA GIRONDE et répertoriant les agents remplissant les conditions pour bénéficier dans l'année d'un avancement de grade ;

***Le conseil syndical, après en avoir délibéré :***

- 1 - décide de la création au tableau des effectifs du SIAEPA DU CUBZADAIS-FRONSADAIS d'un poste d'attaché principal à temps complet, rémunéré conformément à la nomenclature statutaire des décrets susvisés.
- 2 - dit que ledit poste est créé à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2024.
- 3 - dit que les crédits correspondants sont inscrits au budget 2024 du syndicat.

**Questions/Echanges :**

Compte tenu du bon fonctionnement de la collectivité avec l'équipe en place, la création d'un poste de directeur général n'est pas envisagée.

<b>FIXATION DES TAUX DE PROMOTION APPLICABLES POUR LES AVANCEMENTS DE GRADE</b>	<b>Délibération n° 2024/30</b>	<b>Adoptée à l'unanimité Présents : 34 Votants : 40 Pour : 40</b>
---	--------------------------------	---

Vu la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale notamment ses articles 49, 79 et 80 ;

Vu l'exposé de Monsieur le Président :

Considérant qu'en application du 2<sup>ème</sup> alinéa de l'article 49 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, il appartient désormais à chaque assemblée délibérante de fixer, après avis du Comité Social Territorial, le taux permettant de déterminer, à partir du nombre d'agents remplissant les conditions pour être nommés au grade considéré, le nombre maximum de fonctionnaires pouvant être promus à ce grade ;

Considérant que la délibération doit fixer ce taux pour chaque grade accessible par la voie de l'avancement de grade à l'exception du cadre d'emplois des agents de police municipale ;

Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial selon réunion en date du 28 mai 2024 ;

Vu le Code Général de la Fonction Publique ;

***Le conseil syndical, après en avoir délibéré :***

✓ Décide de fixer à 100 % le taux de promotion applicable pour tous les grades de la collectivité.

Le Président,

- \* certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché ce jour au siège de la collectivité,
- \* informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**Questions/Echanges :**

<b>ADHESION A LA MISSION COMPLEMENTAIRE A L'ASSISTANCE A LA FIABILISATION DES DROITS EN MATIERE DE RETRAITE DU CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE LA GIRONDE PAR VOIE CONVENTIONNELLE</b>	<b>Délibération n° 2024/31</b>	<b>Adoptée à l'unanimité Présents : 34 Votants : 40 Pour : 40</b>
--	--------------------------------	---

Vu la délibération DE-00031-2021 du Conseil d'administration du CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE LA GIRONDE en date du 23 juin 2021 définissant son domaine d'intervention dans la mission complémentaire à l'assistance à la fiabilisation des droits en matière de retraite ;

Le Président rappelle que le service retraites du Centre de Gestion assiste régulièrement la collectivité dans la gestion des dossiers de retraites (contrôle des dossiers de qualifications des comptes individuels retraites, des validations de services, de liquidations, ...) dans le cadre de la mission obligatoire de fiabilisation des comptes individuels retraites assurée par celui-ci pour les collectivités qui lui sont affiliées.

Les dernières réformes de retraite imposent aux collectivités une gestion plus approfondie des comptes individuels retraite, ces dispositions provoquent une surcharge de travail au sein des services de la collectivité. Le service retraites du Centre de Gestion a la possibilité d'aider la collectivité territoriale adhérente au service en contrôlant les dossiers dans le cadre d'une délégation de gestion sur la plateforme multicompte Pep's de la Caisse des Dépôts et Consignations et en accompagnant les actifs dans leur démarche dans le cadre d'un accompagnement personnalisé retraite (APR).

La collectivité doit simplement remettre au Centre de Gestion les justificatifs nécessaires au contrôle de leurs dossiers et à l'établissement de l'accompagnement personnalisé retraite.

Pour la bonne exécution de ces missions, le Centre de Gestion propose cette mission facultative complémentaire par voie conventionnelle en appelant une contribution financière globale et forfaitaire dont le montant est fixé en fonction du nombre d'agents CNRACL. Pour le SIAEPA DU CUBZADAIS-FRONSADAIS, cette participation annuelle s'élève à 120 € (cent vingt euros).

***Le conseil syndical, après en avoir délibéré, décide :***

1. d'adhérer à la mission complémentaire à l'assistance à la fiabilisation des droits en matière de retraite par voie conventionnelle mise en œuvre par le CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE LA GIRONDE moyennant une participation financière forfaitaire annuelle d'un montant de 120 € (cent-vingt euros).
2. de confier au service "retraites" du CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE LA GIRONDE la délégation de gestion sur la plateforme Pep's (dénommée accès multi-compte) pour la gestion des dossiers des agents CNRACL et l'accompagnement personnalisé retraites (APR) pour les actifs CNRACL qui sont à moins de 5 ans de l'âge légal de la retraite.
3. d'autoriser le Président à conclure la convention correspondante avec le CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE LA GIRONDE.
4. d'inscrire les crédits nécessaires au budget de la collectivité.

Le Président,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché ce jour, au siège de la collectivité.
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Bordeaux, dans un délai de deux mois, à compter de sa publication.

Questions/Echanges :

### 3. DELEGATION DES SERVICES PUBLICS DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT

---

<b>RAPPORT ANNUEL DU DELEGATAIRE EXERCICE 2023</b>	<b>Délibération n° 2024/32</b>	<b>Adoptée à l'unanimité Présents : 33 Votants : 39 Pour : 39</b>
--	--------------------------------	---

Vu l'Ordonnance 2018-1074 du 26 Novembre 2018 portant partie législative du Code de la Commande Publique ;

Vu le Décret n° 2018-1075 du 3 Décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la Commande Publique ;

Vu le Décret n° 2018-1225 du 24 Décembre 2018 portant diverses mesures relatives aux contrats de la commande publique ;

Vu le Décret n° 2019-259 du 29 Mars 2019 portant modification de diverses dispositions codifiées dans la partie réglementaire du Code de la Commande Publique ;

Vu le Code de la Commande Publique applicable depuis le 1<sup>er</sup> Avril 2019 ;

Vu l'Article L 3131-5 du Code de la Commande Publique disposant que : *"Le concessionnaire produit chaque année un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution du contrat de concession et une analyse de la qualité des ouvrages ou des services. Lorsque la gestion d'un service public est concédée, y compris dans le cas prévu à l'article L. 1121-4, ce rapport permet en outre aux autorités concédantes d'apprécier les conditions d'exécution du service public"* ;

Vu les Articles R 3131-2 du Code de la Commande Publique disposant que *"Le rapport prévu par l'Article L. 3131-5 est produit chaque année par le concessionnaire, avant le 1er juin"* ;

Vu les Articles R 3131-3 et R 3131-4 du Code de la Commande Publique précisant la teneur des données notamment comptables à fournir par le concessionnaire à l'autorité concédante dans le cadre de son droit de contrôle ;

Vu l'Article L 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales disposant que *"Dès la communication du rapport mentionné à l'article [L. 3131-5](#) du Code de la Commande Publique, son examen est mis à l'ordre du jour de la plus prochaine réunion de l'assemblée délibérante qui en prend acte"*.

Vu l'Article L 1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales précisant que la commission consultative des services publics locaux *"examine chaque année sur le rapport de son président le rapport mentionné à l'Article L 1411-3"* ;

Vu que les rapports établis par le concessionnaire au titre de l'année 2023 ont été examinés par les membres de la commission consultative des services publics locaux réunis le 6 Juin 2024 ;

Vu les rapports annuels des services publics de l'eau potable et de l'assainissement collectif établis par la SOGEDO au titre de l'exercice 2023, mis en ligne sur le site Internet du SIAEPA DU CUBZADAIS FRONSADAIS ;

Au vu des tableaux de synthèse et de suivi des indicateurs présentés pour chaque service ;

Le Président invite le conseil syndical à prendre acte des rapports annuels des services publics de l'eau potable et de l'assainissement collectif établis par la SOGEDO au titre de l'exercice 2023.

***Le conseil syndical, après en avoir délibéré :***

- ↳ prend acte des rapports annuels des services publics de l'eau potable et de l'assainissement collectif établis par la SOGEDO au titre de l'exercice 2023.

**Questions/Echanges :**

A la question posée concernant l'impact du coût d'un renouvellement en fonte par rapport à un renouvellement en PVC, le Président répond qu'il n'y a pas de position fixe et systématique sur le matériau de renouvellement. Chaque chantier constitue un cas particulier, le choix technique s'effectue selon les conditions du terrain.

Il confirme que la sectorisation est en place et opérationnelle. La prochaine étape en lien avec la préservation de la ressource et la diminution des pertes concerne la gestion de la pression. Le secteur alimenté par le réservoir de SAINT AIGNAN, non impacté par les modifications de réseau liées à la future mise en service du forage de MARCENAI, est la première zone géographique qui sera équipée de stabilisateurs avant la fin de l'année. L'objectif de ces équipements est d'éviter les surpressions dues à la différence altimétrique entre le château d'eau et le point d'alimentation, et notamment les fortes variations qui peuvent exister entre le jour (faible pression au moment des fortes consommations) et la nuit.

Il rappelle que le SIAEPA réalise de lourds investissements dont l'objectif est de préserver la ressource en eau et demande à la SOGEDO d'utiliser tous les moyens à disposition s'agissant de l'exploitation.

DEPLOIEMENT DU DISPOSITIF DE TELERELEVÉ	Rapport
---	---------

Le planning envisagé est respecté. Le déploiement débuté en janvier à SAINT ANDRE DE CUBZAC se poursuit dans les communes de LA LANDE DE FRONSAC, CADILLAC EN FRONSADAIS, SAINT ROMAIN LA VIRVEE, CUBZAC LES PONTS et ASQUES.

Le tableau de suivi arrêté à fin mai est présenté :

	Année 2023	Semaine 22	
INDICATEURS		Réalisé	
Nombre total compteurs	25493		
Nombre compteurs opérationnels		5480	21%
Nombre de compteurs renouvelés	200	5686	
Total des compteurs renouvelés		5886	23%
Total compteur Equipés		6524	26%
Sinistres		0	0%
Carte T distribuées	0	140	2%
Rendez-vous pris	350	100	71%
Absents		1370	24%
Insalubres		159	
Non conformes, inondé, fuite		80	
Refus		11	

L'attention des élus est attirée sur le nombre d'absents, de compteurs insalubres et de refus.

Il est précisé :

- sur le premier point qu'il s'agit d'abonnés dont les compteurs sont inaccessibles (situés à l'intérieur des habitations...) qui n'ont pas pris rendez-vous,
- sur le deuxième point que l'absence d'entretien des installations empêche l'accès,
- sur le dernier point que le motif est lié à l'inquiétude liée à l'émission des ondes alors que le compteur communique la donnée une seule fois par jour pendant moins d'une seconde.

Concernant l'incidence sur la facturation entre 2023 et 2024 mentionnée dans le tableau ci-après, il est précisé que les factures des abonnés qui bénéficient du dispositif de télérelève sont aujourd'hui basées sur des relevés réels et non estimés.

	2024	2023
Volumes facturés	291 795	225 900
Relevés réels	238 775	13 567
Estimations	53 020	212 333

*Pour rappel, la facture de juin était jusqu'à présent calculée sur la base d'une estimation égale à la moitié de la consommation relevée l'année précédente*

Une précision est apportée sur la gestion particulière des compteurs communaux. La SOGEDO peut intervenir, dès cette année, quelle que soit la commune, sous réserve de la présence d'un agent municipal au moment de l'intervention. Les élus sont invités à se rapprocher des services de la SOGEDO.

#### Questions/Echanges :

La remise en état des compteurs insalubres est à la charge des abonnés. En l'absence d'action, après relance, la SOGEDO se réserve la possibilité d'interrompre temporairement la fourniture de l'eau. A noter que l'accès au compteur va permettre une relève non effectuée depuis des années ce qui peut donner lieu à l'établissement d'une facture d'un montant important.

La mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage confiée à Monsieur LESAGE – Société GETUDES CONSULTANT (délibération n° 2024/20 du 9 février 2024) déjà intervenu lors de l'étude sur le déploiement de la télérelève, est rappelée.

Les démarches à engager à l'issue des réunions organisées aux mois de mars et mai sont ensuite annoncées :

- étudier le fichier abonnés (particuliers, entreprises, collectivités) pour adopter le(s) meilleur(s) scénario(i) ;
- réfléchir aux trois scénarii possibles identifiés :
  - \* sur la base des volumes,
  - \* sur la base des volumes et d'un volet social,
  - \* par contrat.

Concernant le volet social, l'absence de données au fichier clients actuel ainsi que la nécessité de se rapprocher des services tels la CAF ou les CCAS sont mises en avant. L'attention des élus est attirée sur la longueur et la complexité de la démarche qui peuvent entraîner une embauche au sein de la SOGEDO et donc une possible hausse du tarif de l'eau.

Il est précisé qu'il convient, dans la réflexion :

- de tenir compte de l'effet de la télérelève sur les consommations,
- de veiller au maintien de la capacité d'investissement de la collectivité en eau potable et en assainissement malgré une baisse prévisible des consommations.

Prochaine réunion en présence de l'AMo et de la SOGEDO le jeudi 19 septembre à 15 h 00.

Questions/Echanges :

ETAT DES TRAVAUX REALISES PAR LA COMMISSION CONSULTATIVE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX (CCSPL) ANNEE 2023	Délibération n° 2024/33	Adoptée à l'unanimité Présents : 24 Votants : 28 Pour : 28
--	-------------------------	---

Vu l'Article L 1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales portant sur les modalités de création de la commission consultative des services publics locaux et sur le rôle de ses membres ;

Vu la délibération n° 2024/06 en date du 19 janvier 2024 portant sur la désignation des membres de la commission consultative des services publics locaux ;

Considérant que la commission est tenue d'examiner *"chaque année sur le rapport de son président :*

- *le rapport mentionné à l'Article L 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, établi par le délégataire de service public ;*
- *les rapports sur le prix et la qualité du service public d'eau potable, des services d'assainissement visés à l'Article L 2224-5 du Code Général des Collectivités Territoriales*

*" ... "*

Considérant que le Président est tenu de présenter *"à son assemblée délibérante ou à son organe délibérant, avant le 1<sup>er</sup> Juillet de chaque année, un état des travaux réalisés par cette commission au cours de l'année précédente"* ;

Le Président invite les délégués à prendre connaissance des travaux listés ci-dessous réalisés par la commission consultative des services publics locaux au cours de l'année 2023 :

**25 Mai 2023**

⇒ ***Examen de l'avenant n° 2 au contrat de concession*** établi pour tenir compte des évolutions et modifications de l'exploitation des services publics de l'eau potable et de l'assainissement collectif liées au projet de déploiement d'un système de télérelève des compteurs d'eau et à l'intégration de nouveaux équipements.

⇒ ***Examen du règlement du service public de l'eau potable modifié***

⇒ ***Examen des rapports annuels du délégataire – Exercice 2022***

**25 Septembre 2023**

⇒ ***Examen des rapports sur le prix et la qualité des services publics de l'eau potable et de l'assainissement – Exercice 2022***

***Le Conseil Syndical, après en avoir délibéré :***

- ⇒ prend acte de l'état des travaux réalisés par la commission consultative des services publics locaux au cours de l'année 2023.

**Questions/Echanges :**

#### 4. MARCHES PUBLICS

MISSION DE COORDINATION POUR LA SECURITE ET LA PROTECTION DE LA SANTE LANCEMENT DE LA CONSULTATION	Délibération n° 2024/34	Adoptée à l'unanimité Présents : 33 Votants : 39 Pour : 39
--	-------------------------	---

Vu l'Article L 1212-1 du Code de la Commande Publique qui dispose que les entités adjudicatrices sont les pouvoirs adjudicateurs qui exercent une des activités d'opérateur de réseaux définies à l'article L 1212-3 ;

Vu l'Article L 1212-3-1° du Code de la Commande Publique qui dispose que sont des activités d'opérateur de réseaux *"la mise à disposition, l'exploitation ou l'alimentation de réseaux fixes destinés à fournir un service au public dans le domaine de la production, du transport ou de la distribution d'eau potable"* ;

Vu l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 Novembre 2018 portant partie législative du Code de la Commande Publique ;

Vu le Décret n° 2018-1075 du 3 Décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la Commande Publique ;

Vu le Code de la Commande Publique ;

Vu l'avis relatif aux seuils de procédure et à la liste des autorités publiques centrales en droit de la commande publique, publié au Journal officiel du 7 Décembre 2023 (NOR : ECOM2332367V) fixant les nouveaux seuils de procédure formalisée pour la passation des marchés publics et des contrats de concession conformément aux règlements délégués (UE) 2023/2495, 2023/2496, 2023/2497 et 2023/2510 de la Commission publiés au JOUE du 16 novembre 2023 ;

Vu les Articles L 2123-1, R 2123-1, R 2123-4 à R 2123-7 du Code de la Commande Publique portant sur les marchés publics passés selon une procédure adaptée ;

Vu l'Article L 2125-1 du Code de la Commande Publique portant sur les techniques d'achat ;

Vu l'Article R 2162-1 à R 2162-14 du Code de la Commande Publique portant sur les règles applicables aux accords-cadres ;

Vu les règles de prévention édictées par le Code du Travail ;

Vu les travaux d'assainissement et d'alimentation en eau potable projetés sur le territoire syndical ;

Vu la Charte Qualité Nationale rédigé dans un double objectif de performance des ouvrages et de maîtrise de la dépense publique, signée par les différents acteurs de la création, de la reconstruction ou de la réhabilitation des réseaux d'assainissement imposant notamment l'intervention d'un coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé ;

Considérant qu'il convient de prévenir les risques professionnels en définissant les rôles et responsabilités de chaque intervenant, en assurant la coordination et la planification des interventions simultanées ou successives, en intégrant dans la conception des ouvrages des dispositions destinées à faciliter et sécuriser les interventions ultérieures ;

Vu que le montant estimé pour la réalisation des missions de coordination pour la sécurité et la protection de la santé est inférieur au seuil de procédure formalisée fixé à 443000 € HT pour les marchés de fournitures et de services des entités adjudicatrices ;

Considérant la venue à expiration le 31 Décembre 2024 de l'accord cadre à bons de commande signé avec la société PREVENTIVA portant sur la réalisation de la mission de coordination pour la sécurité et la protection de la santé dans le cadre de travaux d'alimentation en eau potable et d'assainissement ;

Le Président propose de lancer une consultation, selon la procédure adaptée, en vue de la passation d'un accord-cadre à bons de commande, d'une durée d'un an, renouvelable quatre fois, étant entendu que la valeur estimée hors taxe des prestations est, sur la période, inférieure aux seuils européens.

***Le conseil syndical, après en avoir délibéré :***

1. Autorise le Président à engager les démarches préalables nécessaires à la signature d'un accord cadre portant sur la réalisation des missions de coordination Sécurité et Protection de la Santé (SPS) dans le cadre des travaux d'alimentation en eau potable et d'assainissement projetés sur le territoire syndical à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2025.
2. Autorise le Président à lancer une consultation, selon la procédure adaptée, en vue de la passation d'un accord-cadre à bons de commande en application des Articles L 2123-1, R 2123-1, R 2123-4 à R 2123-7, R 2162-1 à R 2162-14 du Code de la Commande Publique.
3. Décide de fixer à un an la durée de l'accord-cadre à bons de commande, renouvelable quatre fois, étant entendu que, sur la période, la valeur estimée hors taxe des prestations est inférieure au seuil de procédure formalisée fixé à 443000 € pour les marchés de fournitures et de services des entités adjudicatrices.
4. Demande au CABINET D'ETUDES MERLIN, maître d'œuvre, de préparer le dossier de consultation des entreprises.

**Questions/Echanges :**

<b>CONTROLES DE COMPACTAGE</b> <b>INSPECTIONS TELEVISUELLES</b> <b>ESSAIS D'ETANCHEITE</b> <b>LANCEMENT DE LA CONSULTATION</b>	<b>Délibération n° 2024/35</b>	<b>Adoptée à l'unanimité</b> <b>Présents : 33</b> <b>Votants : 39</b> <b>Pour : 39</b>
---	--------------------------------	---

Vu l'Article L 1212-1 du Code de la Commande Publique qui dispose que les entités adjudicatrices sont les pouvoirs adjudicateurs qui exercent une des activités d'opérateur de réseaux définies à l'article L 1212-3 ;

Vu l'Article L 1212-3-1° du Code de la Commande Publique qui dispose que sont des activités d'opérateur de réseaux *"la mise à disposition, l'exploitation ou l'alimentation de réseaux fixes destinés à fournir un service au public dans le domaine de la production, du transport ou de la distribution d'eau potable"* ;

Vu l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 Novembre 2018 portant partie législative du Code de la Commande Publique ;

Vu le Décret n° 2018-1075 du 3 Décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la Commande Publique ;

Vu le Code de la Commande Publique ;

Vu l'avis relatif aux seuils de procédure et à la liste des autorités publiques centrales en droit de la commande publique, publié au Journal officiel du 7 Décembre 2023 (NOR : ECOM2332367V) fixant les nouveaux seuils de procédure formalisée pour la passation des marchés publics et des contrats de concession conformément aux règlements délégués (UE) 2023/2495, 2023/2496, 2023/2497 et 2023/2510 de la Commission publiés au JOUE du 16 novembre 2023 ;

Vu les Articles L 2123-1, R 2123-1, R 2123-4 à R 2123-7 du Code de la Commande Publique portant sur les marchés publics passés selon une procédure adaptée ;

Vu l'Article L 2125-1 du Code de la Commande Publique portant sur les techniques d'achat ;

Vu l'Article R 2162-1 à R 2162-14 du Code de la Commande Publique portant sur les règles applicables aux accords-cadres ;

Vu les travaux d'alimentation en eau potable et d'assainissement projetés sur le territoire syndical ;

Vu la Charte Qualité Nationale rédigé dans un double objectif de performance des ouvrages et de maîtrise de la dépense publique, signée par les différents acteurs de la création, de la reconstruction ou de la réhabilitation des réseaux d'assainissement imposant notamment la réalisation des contrôles de réception suivants : contrôles de compactage, inspections télévisuelles, essais d'étanchéité ;

Considérant qu'il convient de s'assurer de la qualité des ouvrages réalisés et d'éviter les non-conformités avant la mise en fonctionnement des réseaux ;

Vu que la réalisation des contrôles et inspections précités peut s'avérer nécessaire sur des réseaux en service ;

Vu que la réalisation de contrôles de compactage peut s'avérer nécessaire dans le cadre de travaux d'alimentation en eau potable ;

Vu que le montant estimé de la prestation relative à la réalisation des contrôles, inspections et essais précités projetés sur le territoire syndical est inférieur au seuil de procédure formalisée fixé à 443000 € HT pour les marchés de fournitures et de services des entités adjudicatrices ;

Considérant la venue à expiration le 31 Décembre 2024 de l'accord cadre à bons de commande signé avec la SAS EEE AQUALIS portant sur la réalisation des prestations susvisées ;

Le Président propose de lancer une consultation, selon la procédure adaptée, en vue de la passation d'un accord-cadre à bons de commande, d'une durée d'un an, renouvelable quatre fois, étant entendu que la valeur estimée hors taxe des prestations est, sur la période, inférieure aux seuils européens.

***Le conseil syndical, après en avoir délibéré :***

1. Autorise le Président à engager les démarches préalables nécessaires à la signature d'un accord cadre portant sur la réalisation des contrôles de compactage, inspections télévisuelles et essais d'étanchéité des réseaux neufs et existants.
2. Autorise le Président à lancer une consultation, selon la procédure adaptée, en vue de la passation d'un accord-cadre à bons de commande en application des Articles L 2123-1, R 2123-1, R 2123-4 à R 2123-7, R 2162-1 à R 2162-14 du Code de la Commande Publique.
3. Décide de fixer à un an la durée de l'accord-cadre à bons de commande, renouvelable quatre fois, étant entendu que, sur la période, la valeur estimée hors taxe des prestations est inférieure au seuil de procédure formalisée fixé à 443000 € pour les marchés de fournitures et de services des entités adjudicatrices.
4. Demande au CABINET D'ETUDES MERLIN, maître d'œuvre, de préparer le dossier de consultation des entreprises.

**Questions/Echanges :**

<b>PRESERVATION DU PATRIMOINE</b> <b>GESTION EQUILIBREE ET DURABLE DES NAPPES PROFONDES</b> <b>GROUPEMENT D'ACHAT</b> <b>POUR L'ACQUISITION DE KITS HYDRO ECONOMES</b> <b>CONVENTION AVEC LE SMEGREG</b>	<b>Délibération n° 2024/36</b>	<b>Adoptée à l'unanimité</b> <b>Présents : 33</b> <b>Votants : 39</b> <b>Pour : 39</b>
--	--------------------------------	---

Vu la délibération n° 2022/10 prise par l'assemblée réunie le 4 février 2022 décidant :

- de participer activement, chaque année, à la journée mondiale de l'eau en organisant différentes manifestations sur le territoire syndical : conférences, débats, réunions, visites de sites, expositions, stands d'information, ateliers et animation au sein des structures recevant du jeune public ;
- de développer, chaque année, à l'occasion de la journée mondiale de l'eau, des outils et supports de communication à destination du grand public dans le but de sensibiliser à la préservation de la ressource en eau et aux économies d'eau ;

Vu le 11<sup>ème</sup> programme pluriannuel d'intervention de l'AGENCE DE L'EAU ADOUR-GARONNE applicable pour la période du 1<sup>er</sup> Janvier 2022 au 31 Décembre 2024 ;

Vu la délibération n° DL/CA/21-76 prise par le conseil d'administration de l'AGENCE DE L'EAU ADOUR-GARONNE lors de sa séance du 27 Octobre 2021 fixant les modalités et conditions d'octroi des aides dans le domaine suivant : "information, sensibilisation, formation, communication et éducation à l'eau, aux milieux aquatiques et humides et à la biodiversité" ;

Vu l'appel à projets pour l'éducation à l'eau et aux milieux aquatiques et humides face au changement climatique appelé "Educ'Eau" lancé par l'AGENCE DE L'EAU ADOUR-GARONNE du 18 juillet au 2 novembre 2022 ayant pour objet d'accroître les actions d'éducation à l'eau et aux milieux aquatiques en développant une pédagogie active ouverte à tous les publics, en lien avec les territoires et favorisant la dimension intergénérationnelle ;

Vu la délibération n° 2022/44 prise par l'assemblée réunie le 30 septembre 2022 décidant de déposer un dossier en réponse à l'appel à projets susvisé ;

Vu la décision d'attribution d'aides (dossier n° REG-2023-00736) en date du 26 juin 2023 reçue de l'AGENCE DE L'EAU ADOUR-GARONNE notifiant l'octroi d'une subvention de 80 % (AID-2023-01048) pour la mise en œuvre d'animations pédagogiques pour l'éducation à l'eau face au changement climatique comprenant parmi les actions la distribution de trois cent vingt kits hydro-économiques (dix par commune) ;

Vu la volonté notée au dossier déposé en réponse à l'appel à projet "Educ'Eau" de confier la distribution des matériels à un jeune en service civique ou un étudiant dans le cadre d'une mission de sensibilisation des abonnés aux bonnes pratiques éco-responsables ;

Vu le courrier en date du 18 janvier 2024 transmis par le SYNDICAT MIXTE D'ETUDE ET DE GESTION DE LA RESSOURCE EN EAU DU DEPARTEMENT DE LA GIRONDE (SMEGREG) invitant les collectivités à s'inscrire dans différents projets de sensibilisation à la préservation du patrimoine ;

Vu le projet de marché pour l'achat groupé, à l'échelle départementale, de matériels hydro-économiques (mousseurs pour les robinets, réducteurs de débit de douche, douchettes économes, sacs de réduction du volume des chasses d'eau...) porté et proposé par le SMEGREG ;

Vu le projet de convention constitutive d'un groupement de commandes pour l'achat de matériels hydro-économiques rédigé par le SMEGREG dans l'objectif de définir les rôles et obligations des membres du groupement qui est ainsi constitué : REGIE DE L'EAU BORDEAUX METROPOLE, VILLE de MERIGNAC, VILLE de BORDEAUX, VILLE de SAINT MEDARD EN JALLES, VILLE de BEGLES, COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU LIBOURNAIS, SIAEPA D'ARVEYRES ET SIAEPA DU CUBZADAIS FRONSADAIS ;

Le président propose :

1. d'approuver les termes du projet de convention rédigé par le SMEGREG.
2. de relancer les démarches qui permettront de confier la distribution et la mise en place des matériels à un jeune en service civique ou un étudiant dans le cadre d'une mission de sensibilisation des abonnés aux bonnes pratiques éco-responsables.

***Le conseil syndical, après en avoir délibéré :***

1. Approuve les termes du projet de convention constitutive d'un groupement de commandes pour l'achat de matériels hydro-économes rédigé par le SMEGREG dans l'objectif de définir les rôles et obligations des membres du groupement qui est ainsi constitué : REGIE DE L'EAU BORDEAUX METROPOLE, VILLE de MERIGNAC, VILLE de BORDEAUX, VILLE de SAINT MEDARD EN JALLES, VILLE de BEGLES, COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU LIBOURNAIS, SIAEPA D'ARVEYRES et SIAEPA DU CUBZADAIS FRONSADAIS.
2. Autorise le président à signer le projet de convention ainsi que toutes pièces administratives et financières qui pourront s'y rattacher.
3. Autorise le président à relancer les démarches telles que mentionnées dans le dossier déposé en réponse à l'appel à projets "Educ'Eau" qui permettront de confier la distribution des matériels à un jeune en service civique ou un étudiant dans le cadre d'une mission de sensibilisation des abonnés aux bonnes pratiques éco-responsables.

**Questions/Echanges :**

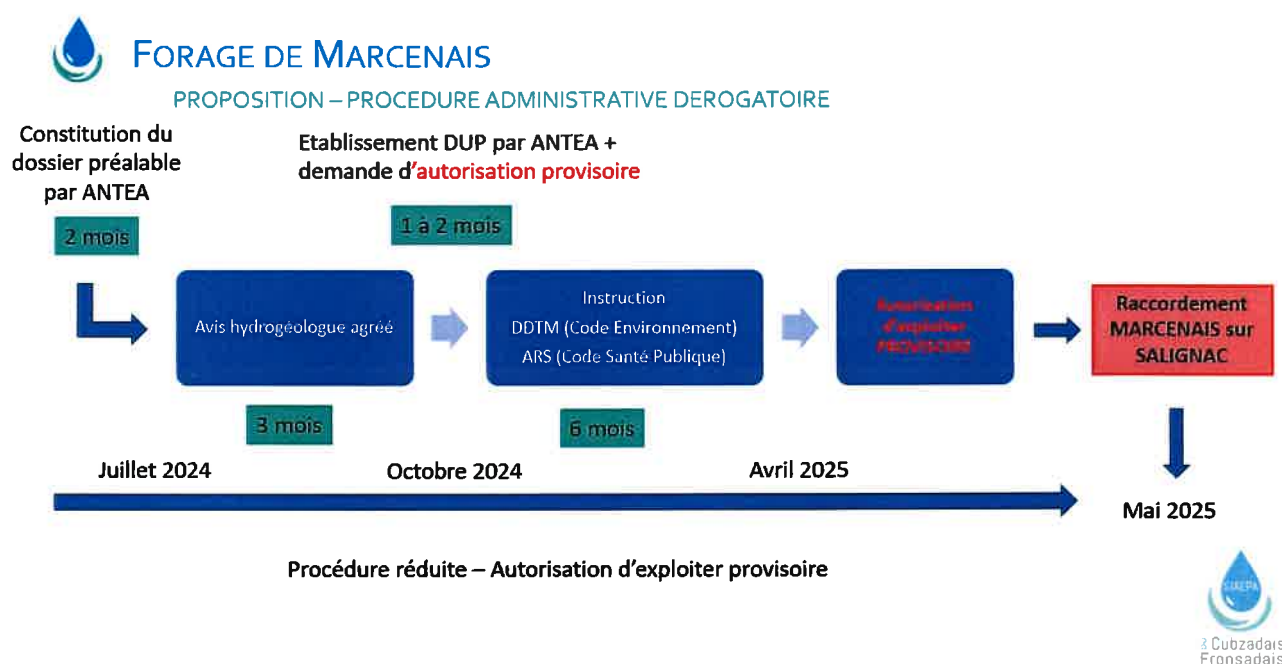
Bruno de GRISSAC, directeur au sein du SMEGREG, attire l'attention des élus sur l'avantage du marché groupé qui permet, du fait de la commande en nombre, d'obtenir des prix plus intéressants.

## 5. SERVICE PUBLIC DE L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE

FORAGE DE MARCENAI	Rapport
--------------------	---------

Les travaux de création du nouveau forage de MARCENAI dans la nappe de l'Eocène Nord sont terminés. Les essais de pompage effectués en mai 2024 ont confirmé la disponibilité d'un débit de **200 m³/h**. La qualité de l'eau, similaire à celle prélevée au forage de SALIGNAC, ne nécessitera qu'un faible traitement de déferrisation et de mise à l'équilibre.

Les démarches à engager sont maintenant administratives et vont porter sur la demande d'autorisation d'exploiter provisoire pour raccorder ce nouveau forage sur la station de SALIGNAC avant l'été 2025 de façon à sécuriser la distribution d'eau en cas de canicule telle que celle connue en 2022.



Questions/Echanges :

## 6. SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

---

OPERATION GROUPEE DE MISE EN CONFORMITE DES BRANCHEMENTS PRIVES	Rapport
--	---------

La décision portant sur le lancement d'une opération groupée de mise en conformité des branchements d'assainissement (délibération n° 2024/17 du 9 février 2024) qui permet aux abonnés (particuliers et collectivités) de bénéficier d'une aide de l'AGENCE DE L'EAU ADOUR-GARONNE à hauteur de 50 % est rappelée.

Les différentes étapes de la procédure annexée au présent document sont précisées, les élus sont ensuite invités à récupérer les courriers à destination des abonnés identifiés dans leur commune.

Un rappel est effectué s'agissant de la pénalité applicable en cas de non réalisation des travaux de raccordement ou de la non-conformité du raccordement telle que prévue à l'article L 1331-8 du Code de la Santé Publique (délibération n° 2023/08 du 3 février 2023).

Questions/Echanges :

## 7. ACTION DE COOPERATION INTERNATIONALE/COMMUNICATION

OPERATIONS MENEES AU TOGO AUDIT	Rapport
------------------------------------	---------

Le SIAEPA engagé depuis 2015 dans une action de coopération internationale au TOGO en partenariat avec l'association humanitaire bordelaise DYNAM'EAU a sollicité un audit sur les quatre opérations menées dans treize écoles.

Après présentation de la méthode utilisée pour sonder les représentants des populations, les résultats découlant des entretiens et questionnaires sont annoncés, ils concluent au bon état général et au bon fonctionnement des forages et latrines, à une nette amélioration de la situation sanitaire et à une chute du taux d'absentéisme à l'école qui touchait particulièrement les filles.

Compte tenu du bilan positif de l'audit, la confiance est confirmée, l'association est remerciée et invitée à déposer une nouvelle demande d'aide auprès du syndicat.

### Questions/Echanges :

Le contrôle régulier de l'eau forée est confirmé.

L'accès aux installations sanitaires et les actions de sensibilisation à la gestion de l'hygiène menstruelle ont entraîné un net recul du décrochage scolaire.

JOURNEE MONDIALE DE L'EAU – EDITION 2024	Rapport
--	---------

Ce point est reporté.

Les différents points de l'ordre du jour étant épuisés, le Président lève la séance à 12 h 30 et invite les délégués à prendre note de la date de la prochaine assemblée : **Vendredi 27 Septembre 2024 à 9 h 30 au siège du Syndicat.**

Florian GUILLAUD  
Président



Frédéric DUBOSCQ  
Secrétaire de séance

